

Introduction

Jeudi 28 janvier 2016. Après plus de quatre années de procédure, le procès de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé s'ouvre devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. L'affaire représente plus d'une dizaine de milliers de pages. L'ancien président ivoirien, 70 ans, et celui que l'on présente souvent comme son fils spirituel, ex-leader des Jeunes patriotes et éphémère ministre de la Jeunesse, sont poursuivis pour crimes contre l'humanité et tenus pour principaux responsables des plus de trois mille morts de la crise post-électorale. Dès 2014, l'avocat français de Gbagbo, M^e Emmanuel Altit, avait prévenu : « Cet événement sera l'occasion de faire le procès de tous ceux qui ont déstabilisé la Côte d'Ivoire, de tous ceux qui avaient un intérêt à répandre la violence. En somme, des tenants de la Françafrique. » Il tient parole car, après les propos liminaires du procureur et du bureau de victimes, il décrit dans le menu détail les conditions de l'arrestation de l'ex-président et le rôle majeur de l'armée française. Dans la matinée du 11 avril 2011, la France a donné l'ultime coup de

pouce pour faire tomber Gbagbo. L'opération, sous mandat international de l'ONU, revêt l'apparence de la légalité, contrairement au débarquement de plusieurs chefs d'État africains aux lendemains des indépendances.

Historiquement, le terme « Françafrique » décrit le système de relations politiques, économiques et militaires nouées et entremêlées entre la France et les Républiques africaines issues de ses anciennes colonies d'Afrique subsaharienne et de Madagascar. Pour une grande part invisible aux populations africaines, cette politique se joue, dans ces régimes à parti-État, derrière le rideau, dans la coulisse. La paternité du terme « Françafrique » revient à Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire, qui l'aurait utilisé pour la première fois à la veille de l'indépendance. Il s'en sert pour qualifier les relations spécifiques entre la France et ses anciennes colonies (dont il avait obtenu la place de *primus inter pares*). Ce néologisme avait dans sa bouche une connotation positive, appuyée sur le « miracle ivoirien » économique et la protection garantie par Paris¹. Dans les années 1990, François-Xavier Verschave, président de l'association Survie, a retourné le terme « Françafrique » pour lui conférer une connotation péjorative. Il entend, à travers lui, dénoncer les scandales de la politique

1. Centre de documentation et de recherches africaines (CRDA), archives du Rassemblement démocratique africain (RDA). Frédéric Grah-Mel, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2003 ; *Félix Houphouët-Boigny. L'épreuve du pouvoir*, Paris, CERAP/Karthala, 2010 ; *Félix Houphouët-Boigny. La fin et la suite*, Paris, CERAP/Karthala, 2010.

française en Afrique¹. Le jeu de sonorité – « France-à-fric » – sous-entend une néocolonisation affairiste. Selon l’auteur, ce nouveau pillage de l’Afrique est devenu le fil conducteur de la relation postcoloniale. Entre les deux tensions contenues dans ce mot, la réalité est moins manichéenne, surtout lorsqu’elle doit embrasser un demi-siècle de politique africaine.

Au cœur des fantasmes se trouve la silhouette de Jacques Foccart, figure clé pour comprendre cette histoire. Il est ce mystérieux « Monsieur Afrique » de Charles de Gaulle, son conseiller qui préside à la décolonisation de l’Afrique sous influence française – et à qui on prête d’avoir composé l’ADN de la Françafrique. Pour les uns, il est le « tonton flingueur » d’une République « barbouzarde », dont il n’hésite pas à prendre en charge la part d’ombre. Pour les autres, il est le plus fidèle conseiller du Général, dont il s’est efforcé de traduire les directives en actes, sur le terrain. Pour tous, il est le fondateur de la célèbre « cellule Afrique » de l’Élysée, qu’il dirigeait entre 1960 et 1974 sous le nom de secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Depuis le cardinal de Richelieu au XVII^e siècle, aucun homme politique n’a eu autant de goût pour le renseignement et la raison d’État. « Foccart est au parfum... » Cette phrase, lâchée dans l’affaire Ben Barka, a longtemps servi le mythe du personnage. « Pas une intrigue, pas un putsch ne se déclare entre Dakar et

1. François-Xavier Verschave, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

Brazzaville sans qu'une rumeur tenace ne lui en impute la préparation¹ », affirme le journaliste Gilbert Comte, qui a arpenté les arcanes de la Françafrique dès ses origines.

La mission de Foccart consiste à maintenir l'influence française en Afrique. Force est de reconnaître qu'il a su recourir à tous les moyens pour la mener à bien : *ad augusta per angusta* (« vers les sommets par des chemins étroits »), comme le disait la devise des services secrets français (SDECE) dans les années 1970. Par-delà les légendes qui l'entourent d'une brume épaisse, ses archives, récemment mises au jour par les Archives nationales, lèvent le voile sur quelques mystères².

Une fois aux Affaires, Foccart n'aura de cesse d'étendre le périmètre d'influence du « pré carré » à toute l'Afrique francophone. La France, avec les accords secrets de défense, garantit un parapluie politico-militaire pour ses régimes amis. En ce sens, un cadre fondateur est donné à la faveur de la décolonisation. En 1965, Moïse Tshombé, le Premier ministre du Congo-Kinshasa, présente l'image de la relation franco-africaine sous la forme d'un losange qui décrit l'Afrique et dont la pointe serait Paris. Cette image lui a été soufflée par son

1. Gilbert Comte, « Présentation » de l'ouvrage de Jacques Baulin, *La Succession d'Houphouët-Boigny*, Paris, Karthala, 2000, p. 7.

2. Jean-Pierre Bat, Pascal Geneste, *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches*, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine, 2015 ; Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012.

conseiller Jean Mauricheau-Beaupré, *missus dominicus*¹ de Jacques Foccart².

Côté africain, Félix Houphouët-Boigny a instauré le « syndicat des chefs d'État amis de la France », comme l'a baptisé la *vox populi* sur le continent. Ainsi a-t-on vu, à des degrés divers, la politique française en Afrique reposer sur les épaules de l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, du Malgache Philibert Tsiranana, du monarque marocain Hassan II, du littéraire Sénégalais Léopold Sédar Senghor, du général-président togolais Étienne Gnassingbé Eyadéma, du Gabonais Omar Bongo, du Burkinabé Blaise Compaoré... et de plusieurs autres.

Mais, en un demi-siècle d'histoire, la Françafrique a muté et cette définition initiale ne saurait suffire. Dans le « pré carré » africain, chacun a su développer sa politique au mieux de ses intérêts, entre trois décennies de guerre froide, puis trois autres de mondialisation. Avec cynisme et sens du raccourci, Omar Bongo a décrit l'interdépendance qui en est née par une formule devenue célèbre, prononcée dans *Libération* en 1996 : « L'Afrique sans la France, c'est une voiture sans chauffeur. La France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant. » Une telle assertion est délibérément provocatrice et réductrice ; elle lui a surtout servi à rappeler son poids primordial dans la Françafrique depuis la mort de Houphouët-Boigny en 1993. Reste que, en pleine

1. « Envoyé seigneurial » en latin. Au pluriel, *missi dominici*.

2. Jean-Pierre Bat, *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde, 2015.

affaire Elf, sur fond de scandale de rétro-commissions et de trafics d'influence géopolitico-pétroliers, la formule a fait mouche.

Dans cette *realpolitik*, les initiatives et les jeux d'équilibre s'avèrent plus subtils que ne laissent supposer les évidences d'une histoire d'une Françafrique « descendant » de Paris vers le continent. Comme l'affirme Antoine Glaser, fondateur de *La Lettre du Continent*, l'Élysée se fait souvent « maraboutier » par ses amis africains : « Loin d'être des pantins et des béni-oui-oui, les présidents africains ont su manœuvrer et instrumentaliser leurs “maîtres de Paris”. Ils se sont offerts des réseaux d'influence qui ont fini par constituer un discret mais puissant lobby africain. La plupart d'entre eux se sont maintenus au pouvoir pendant des décennies malgré les tours de manège et les changements à l'Élysée¹. »

Né de la série d'été de *L'Opinion* parue en juillet et août 2015 sous le titre « #Françafrique : derniers mystères », ce livre est le fruit d'enquêtes menées par un historien et un journaliste. Au carrefour de l'histoire contemporaine et du temps présent (ou histoire immédiate), ils ont croisé leurs méthodes d'investigation – archives, recueils de témoignages et enquêtes de terrain – pour mieux défaire la dimension fantasmagorique de la Françafrique et chercher à établir des faits concrets par-delà le poids de la rumeur prétendument

1. Antoine Glaser, *Africafrance. Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu*, Paris, Fayard, 2014.

« bien informée » qui a longtemps pris le pas sur le regard historique. Dans le cadre de la présente édition, des investigations inédites ont été menées.

La Françafrique y est abordée, sous différentes facettes non exhaustives, à travers une sélection de vingt-six enquêtes. Tout se joue d'abord autour de la décolonisation et de l'action de Foccart pour la constitution du « pré carré ». Au crépuscule colonial, marqué par le rendez-vous manqué de la fédération du Mali, ainsi que la liquidation du leader camerounais Félix Moumié, succède avec les indépendances de 1960 la sécurisation des régimes « amis de la France ». En 1965, Foccart envoie l'un de ses fidèles au chevet du régime de Hamani Diori, président du Niger, puis installe Bongo, deux ans plus tard, dans un fauteuil présidentiel qu'il conservera pour quatre décennies. L'ancien garde du corps du général de Gaulle est également envoyé en 1972 protéger le souverain marocain Hassan II. La zone grise « barbouzarde », qui se constitue à l'ombre de la Françafrique, finit par tourner au scandale avec l'assassinat en plein Paris du docteur Outel Bono, célèbre opposant tchadien.

Au départ de Foccart de l'Élysée en 1974, ses successeurs tentent de pérenniser le système intégré imaginé en 1960. Avec ses scandales et ses excès : en 1975, le mercenaire Bob Denard réalise son premier coup aux Comores, dont il fera son fief ; en 1977, Jean-Bedel Bokassa est couronné empereur avec l'aide de la France. Surtout, le dossier tchadien devient une des urgences de la cellule Afrique de l'Élysée avec l'ingérence libyenne

du colonel Kadhafi aux portes du « pré carré », mais aussi la pendaison du commandant Pierre Galopin par les rebelles tchadiens qui se transforme en affaire d'État. C'est aussi l'époque du Safari Club, cette alliance secrète franco-africaine anticomuniste et antisubversive en plein regain de la guerre froide. Le comte Alexandre de Marenches, directeur du SDECE, y joue un rôle fondamental. En 1977, il accueille secrètement à Paris Jonas Savimbi, le chef rebelle angolais, avec qui il scelle un pacte d'assistance.

L'alternance socialiste de 1981 ne remet finalement pas en cause le système franco-africain. La fin des années 1980 et la décennie 1990 marquent le crépuscule de la guerre froide et l'émergence d'un nouvel ordre mondial. La Françafrique cherche alors sa voie, entre adaptation et réaction. Le système avait mis au jour ses premières failles : en 1986, le sommet franco-africain de Lomé consacre le retour aux Affaires de Foccart sous la présidence de François Mitterrand, lui-même très actif sur le continent ; mais c'est d'Afrique que vient le véritable coup de tonnerre, avec l'indocile Thomas Sankara, président révolutionnaire du Burkina Faso, qui meurt assassiné en 1987.

Au lendemain du discours de La Baule en 1990, les élections générales se multiplient dans le « pré carré » francophone. Le système originel se meurt avec la fin d'une génération : en janvier 1994, un peu plus d'un mois après le décès du « vieux » Houphouët-Boigny, le franc CFA est dévalué ; en 1995, Bob Denard est arrêté par les forces spéciales françaises, après son ultime coup

INTRODUCTION

d'État aux Comores ; la crise des Grands Lacs, enfin, acte dans le sang la fin d'une époque, du génocide rwandais aux guerres congolaises ; en 1997, Mobutu Sese Seko, le plus vieil allié de l'Occident, est renversé sous les yeux impuissants de Foccart, lui-même à l'agonie. À partir des années 2000, de nouveaux enjeux accompagnent les cycles électoraux : les coulisses de l'alternance ne se jouent pas que dans les urnes. La décennie reste surtout profondément marquée par la crise en Côte d'Ivoire, tête de pont de la Françafrique au temps de la splendeur de Houphouët-Boigny.

C'est finalement le peuple qui aura la peau des « vieux crocodiles » du marigot de la Françafrique : en 2011, le coup d'envoi est donné par la rue à Tunis avec l'exil de Ben Ali ; il trouve écho au sud du Sahara, en 2014, avec le renversement populaire de Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 1987. Parallèlement, la question saharosahélienne revient sur le devant de la scène à la faveur de la crise malienne, qui accouche malgré elle des opérations Serval et Barkhane depuis 2012 ; en réalité, des années auparavant pointaient les ferments de la crise djihadiste dans la bande saharosahélienne, aux portes de l'ancien « pré carré », ainsi qu'en témoigne l'affaire des otages d'Areva.

Ces vingt-six histoires constituent une sélection d'enquêtes qui dévoilent de l'intérieur les derniers mystères de la Françafrique.